

Mesdames et Messieurs,

Paris vient de vivre des journées graves. Si sérieuses que le Président de la République s'est longuement interrogé sur la possibilité de tenir ses engagements en partant en visite officielle pour la Roumanie. Après réflexion, il a jugé que les devoirs d'État et la situation internationale de la France l'exigeaient.

Au demeurant, Paris n'est qu'à quatre heures d'avion de Bucarest. De plus, le Président de la République m'a remis avant son départ l'autorisation d'user des pouvoirs dont la Constitution prévoit délégation au Premier ministre en cas d'empêchement momentané ou d'absence du Chef de l'État. Enfin, le général de Gaulle s'adressera, le 24 mai, au pays.

Quant à moi, j'ai jugé évidemment indispensable de faire dès aujourd'hui une déclaration à l'Assemblée. Cette déclaration ne se substitue pas au large débat qui ne pourra manquer d'avoir lieu prochainement sur les problèmes de l'Éducation nationale. Elle se veut brève et synthétique. Je traiterai d'abord des événements récents puis des problèmes de fond.

L'origine immédiate de ces événements se trouve dans la situation créée depuis plusieurs mois à la faculté de Nanterre par un groupe - peu nombreux mais très agissant - d'étudiants érigeant en doctrine l'action directe et la violence. Sans doute se croient-ils novateurs, et cela n'est pas nouveau. Mais, s'il n'est pas étonnant qu'un certain nombre de jeunes gens se proclament en désaccord avec la société, il n'est pas admissible qu'ils prétendent faire la loi dans la société qu'ils renient. Or, c'est ce qui s'est passé à Nanterre. On voudra bien m'épargner la description des scènes qui s'y sont déroulées et des excès qui y ont été commis. La patience des autorités universitaires devait un jour prendre fin, sans doute trop tard. Ce fut la décision du doyen d'interrompre les cours.

Du coup, ceux dont je parle transportèrent à la Sorbonne leurs diatribes, leur agitation et leurs violences. Le recteur, en présence de plusieurs professeurs, se vit entouré d'un groupe casqué, armé de gourdins et arrachant les pavés de la cour de la Sorbonne. Pris à partie, craignant un affrontement brutal entre étudiants de tendances également extrémistes mais opposées, il fit appel à la force publique. Pouvait-il ne pas le faire? Nul ne peut en tout cas affirmer en conscience qu'à sa place il aurait agi autrement. Il n'en est pas moins vrai que cette décision prit sur-le-champ, et dans le cadre de la vieille Sorbonne, une valeur symbolique aux yeux de nombreux étudiants et qu'à partir de ce moment commença une escalade extraordinairement rapide, produisant des effets sans commune mesure avec leur motif occasionnel.

En quelques heures, en quelques jours, les étudiants, les universitaires, pourtant premier objet de la vindicte des initiateurs du mouvement, puis la jeunesse lycéenne prirent feu et flamme.

Je ne peux pas ne pas souligner le rôle, en pareil cas difficilement évitable mais néfaste, de radios qui, sous prétexte d'informer, enflammaient, quand elles ne provoquaient pas. Entre la diffusion du renseignement et la complicité, entre le souci de recueillir les explications des manifestants et l'appel à la manifestation, il n'y a qu'un pas et qui fut franchi parfois allégrement.

Quoi qu'il en soit, les autorités se trouvèrent en présence de manifestations d'une extrême violence, mobilisant des dizaines de milliers de jeunes, dont beaucoup âgés de seize ans ou moins, et qui, contraignirent le Gouvernement à rétablir l'ordre. Ce qui fut fait. Certains ont beaucoup parlé de violences policières. Dans de tels affrontements, on n'évite pas la violence. Mais je tiens à rendre hommage au sang-froid dont firent preuve nos forces de police, qui remplirent leur mission sans que nous ayons à déplorer un seul mort, contrairement à des allégations mensongères diffusées complaisamment et qui ont provoqué à mon initiative l'ouverture d'une information judiciaire.

N'avoir à déplorer aucune victime, cela paraît tout naturel, après coup. Mais, lors d'affrontements de cette importance, que ne pouvait-on craindre?

J'ajoute que cela n'est dû seulement à la fermeté et à l'humanité avec lesquels le préfet de police n'a cessé, conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, de diriger l'action de ses hommes et à la discipline avec laquelle ceux-ci ont obéi. Les dirigeants des organisations représentatives d'étudiants, et de l'UNEF en particulier, ont cherché, au plus fort de cette crise, à écarter les provocations des extrémistes. C'est donc aussi grâce à eux que nous pouvons aujourd'hui faire de ces nuits d'émeute un bilan qui ne soit pas trop lourd. Mais il n'y avait pas là que les étudiants de l'UNEF. IL y avait aussi ces anarchistes dont je parlais tout à l'heure et qui ne sauraient s'étonner que la société et l'État qu'ils prétendent détruire cherchent à se défendre.

Il y avait encore - et ceci est plus grave - des individus déterminés, munis de moyens financiers importants, d'un matériel adapté aux combats de rue, dépendant à l'évidence d'une organisation internationale et dont je ne crois pas m'aventurer en pensant qu'elle, non seulement à créer la subversion dans les pays occidentaux, mais à troubler Paris au moment même où notre capitale est devenue le rendez-vous de la paix en Extrême-Orient. Nous aurons à nous préoccuper de cette organisation, pour veiller à ce qu'elle puisse nuire à la Nation et à la République.

La situation, au matin du 11 mai, était grave. Rentrant ce jour-là d'un voyage officiel lointain dont on me fera la grâce de penser qu'il m'a paru long, quelle que soit la qualité de l'accueil extraordinaire qu'ont fait à la France en ma personne les pays dont j'avais l'honneur d'être l'invité, j'ai estimé que le devoir du Gouvernement était, l'ordre étant rétabli, de créer l'apaisement. Les décisions prises, vous les connaissez. La police a évacué la Sorbonne et le Quartier latin. Nous avons rendu aux seules autorités universitaires la responsabilité des activités à l'intérieur des facultés. Nous avons fait libérer tous les manifestants arrêtés, à l'exception d'un groupe de pillards, comme il s'en glisse toujours dans les manifestations violentes et qui naturellement ne sont pas étudiants. La Cour d'appel avec l'accord du ministère public, a mis en liberté les manifestants condamnés en première instance. Tous pourront donc passer leurs examens dans des conditions normales. Nous allons enfin déposer projet d'amnistie qui sera adopté par le prochain Conseil des ministres, transmis immédiatement à l'Assemblée et inscrit au premier ordre du jour prioritaire dès que la commission compétente l'aura examiné et qui répondra pleinement aux vœux de l'Assemblée. Il ne sera pas au bénéfice d'un parti, quel qu'il soit, mais l'affirmation d'une volonté unanime de tous ici, majorité, opposition, gouvernement, pour un apaisement définitif.

Telle était donc la situation après mon intervention à la télévision le samedi 11.

Mais, auparavant, la quasi-totalité des organisations syndicales avait lancé un ordre de grève générale pour la journée d'hier.

Sur le plan de la grève proprement dite, la participation a été très moyenne, inférieure à ce que nous avons connu précédemment. Certes, les difficultés de transport ou de fourniture de courant, la crainte d'incidents, l'hésitation traditionnelle des parents à envoyer inutilement leurs enfants à l'école ont pu dissimuler cette impression. Mais les chiffres sont là et chacun put s'en rendre compte à Paris et plus encore en province. La vie du pays n'a pas été, tant s'en faut, paralysée.

Par contre, la manifestation qui s'est déroulée à Paris a été importante par son ampleur. Un cortège s'est déroulé de la République et de la gare de l'Est à la place Denfert-Rochereau pendant plusieurs heures. En dépit de l'échauffement naturel à ce genre de manifestation, en dépit des tentatives de quelques-uns pour faire une fois encore surgir l'émeute, aucun incident grave n'a marqué cette journée, sauf place Denfert-Rochereau où le drame put être évité, grâce, en particulier, à l'intervention de M. Pierre Cot, présent sur les lieux. Dans l'ensemble, les manifestants obéirent aux consignes des dirigeants syndicaux et étudiants et se dispersèrent normalement. Quelques milliers d'étudiants, poussés à l'action directe par les mêmes meneurs qui sont présents à tous les stades de cette agitation, hésitèrent un moment à affronter le service d'ordre. Ils y renoncèrent finalement.

Ici encore, tout en reconnaissant le calme des organisateurs et de la plupart des participants du défilé, je dois rendre hommage aux forces de l'ordre et à la police parisienne qui, à aucun moment, ne se départirent de leur sang-froid et exécutèrent strictement les consignes reçues du ministre et de moi-même.

En province, s'il y eut quelques incidents, aucun n'a revêtu de réelle gravité. Et, ce matin, le calme est revenu en France, le seul fait saillant étant la présence permanente dans quelques facultés, dont la Sorbonne, d'étudiants décidés à remettre en cause l'Université.

Car il va de soi qu'au-delà des circonstances du moment, ces événements traduisent un mal dont nous devons chercher les racines et que le premier problème posé est évidemment celui de l'Université.

On me permettra de rappeler, sans aucune forfanterie, l'effort accompli par le gouvernement en la matière. Face à l'appétit du savoir, au développement des connaissances, à la nécessité d'ouvrir l'enseignement supérieur aux enfants du peuple, aux besoins considérables de l'enseignement et de la recherche modernes, nous avons fait un effort immense. De 1958 à 1968, le nombre des étudiants dans l'enseignement supérieur est passé de 175 000 à 530 000. Le nombre des maîtres, professeurs, maîtres assistants et assistants de 5 870 à 25 700. Le budget consacré à cet enseignement supérieur, tout compris, est passé, ramené au nouveau franc, de 635 millions à 3 milliards 790 millions, soit en anciens francs plus de 700 000 frs par étudiant. Et, je l'ai déjà rappelé, nous avons mis en service depuis six ans des locaux universitaires dont la superficie dépasse celle de toutes les facultés existant en 1962.

Au total, et en dépit d'inadaptations locales dues à des mutations soudaines dans le choix des étudiants entre les diverses disciplines, les besoins ont été couverts.

Mais cet effort ne peut se suffire à lui-même. Encore convient-il que les enseignements soient adaptés aux besoins de notre société, afin que les jeunes gens puissent, à l'issue de leurs études, et les fluctuations passagères de la conjoncture économique mises à part, trouver l'emploi, la situation correspondant à leurs acquis.

Le problème est difficile en raison même de l'évolution extraordinairement rapide des techniques et des besoins. Pour chercher à le résoudre, nous avons, après une large consultation d'universitaires éminents, mis sur pied une réforme de l'enseignement supérieur des lettres et des sciences, réforme encore incomplète, qui ne peut être d'ailleurs qu'évolutive au vu de l'expérience et des mutations scientifiques, techniques ou économiques, faisant suite à la profonde réforme de l'enseignement médical réalisée par M. Michel Debré. Nous avons créé des formes nouvelles d'enseignement, avec les Instituts universitaires de technologie ont le succès est éclatant et sur lesquels nous allons porter un effort croissant.

Mais cela encore ne suffit pas. Plus exactement, si dans les disciplines qui préparent à des situations largement ouvertes et bien déterminées, telles que la médecine, la pharmacie, les sciences surtout expérimentales, le droit même, il n'y a pas de malaise vraiment sérieux, l'adaptation parfois ardue se faisant néanmoins sans difficultés excessives, par contre l'enseignement le plus désintéressé, le plus proche de la conception traditionnelle de la culture, mais de ce fait le plus éloigné des réalités professionnelles et le plus favorable aux spéculations jusque dans leurs formes extrêmes, je veux dire l'enseignement des lettres et des sciences humaines, connaît un trouble profond. Cela est dû au fait que ces études sauf pour ceux qui se destinent eux-mêmes à l'enseignement, semblent ne mener nulle part. Cela est dû aussi au fait qu'alors que scientifiques ou étudiants en médecine par exemple travaillent de plus en plus en petites équipes très proches de leurs maîtres et se sentent en communion d'activité avec eux, en lettres et en sciences humaines, au contraire, on n'a guère dépassé, au moins dans les deux premiers cycles, le stade des cours magistraux, les étudiants ayant la possibilité de préparer leurs examens certes, mais ne se sentant ni associés à des tâches précises, ni solidaires de leurs maîtres. Il est fatal que ce soit dans les facultés de lettres et de sciences humaines que des jeunes gens, livrés à eux-mêmes, prolongeant souvent leurs études durant sept ou huit années, recevant au surplus une formation qui les incite à remettre en cause toutes les idées reçues, versent dans le négativisme et le refus systématique de l'ordre social, y compris de l'Université elle-même.

Il ne peut y avoir de véritable solution que dans un contact étroit et constant entre maîtres et étudiants et dans le travail d'équipe.

Il ne peut y avoir de solution que dans le développement, chez les étudiants, du sens de la responsabilité, qui ne peut leur venir que d'une participation plus large à l'organisation même de leurs travaux, à la préparation de leur avenir. Cette profonde mutation dépend avant tout des intéressés eux-mêmes. Des maîtres d'abord, dont l'autorité a été directement mise en cause par une minorité d'enragés, et qui ne peuvent la restaurer en profondeur que dans une transformation des méthodes, et plus encore des rapports. Des étudiants ensuite, dont il est évident que, pour être associés pleinement comme je le souhaite aux responsabilités, il est nécessaire et urgent que leurs organisations représentatives définissent clairement leurs conceptions quant à leurs rapports avec les maîtres, à leur participation à la vie des universités, à l'élaboration des programmes, à leur préparation à la vie active.

En bref, le professeur dictant un cours à des élèves qu'il ne connaît pas ou peu, l'étudiant bachotant les matières de l'examen ont vécu. Tout est à repenser, y compris nos méthodes de sélection. Qu'on me permette de dire que nul ne détient la solution de problèmes entières nouveaux et dont les données ont aussi complexes que récentes et d'ailleurs variables. Des mesures hâtives ne sauraient faire que passagèrement illusion. Il faudra procéder par étapes, par approches successives et dans un esprit de collaboration constructive. Si les enseignants et les étudiants s'y prêtent, le Gouvernement ne pourra que s'en féliciter.

D'ores et déjà, j'ai décidé de faire appel à un comité de réflexion, qui comprendra des représentants des professeurs, des étudiants, des parents d'élèves et des personnalités représentatives de toutes les familles spirituelles, à qui nous demanderont de nous fournir des suggestions et de nous proposer sinon des solutions, du moins des expériences.

Je pense, depuis longtemps, que c'est dans la voie d'une autonomie plus large de chacune des universités, dans leur ouverture sur la vie extérieure et dans leur adaptation aux activités économiques et sociales que se trouve l'issue la plus certaine. L'heure est venue pour que cèdent les résistances à ces réalités évidentes. De tout cela, le Parlement aura à prendre connaissance en temps utile.

Mesdames et Messieurs, rien ne serait plus illusoire que de croire que les événements que nous venons de vivre constituent une flambée sans lendemain. Rien ne saurait plus illusoire également que de croire qu'une solution valable et durable puisse naître du désordre et de la précipitation. La route est longue et difficile. Il ne sera pas trop de la collaboration de tous pour atteindre le but. Le Gouvernement, pour sa part, est prêt à recueillir les avis, à étudier les suggestions, à en tirer les conséquences pour ses décisions. Mais il demande qu'on veuille bien mesurer les difficultés de la tâche.

C'est qu'il ne s'agit pas simplement de réformer l'Université. À travers les étudiants, c'est le problème même de la jeunesse qui est posé, de sa place dans la société, de ses obligations et de ses droits, de son équilibre moral même. Traditionnellement, la jeunesse était vouée à la discipline et à l'effort, au nom d'un idéal, d'une conception morale en tout cas.

La discipline a en grande partie disparu. L'intrusion de la radio et de la télévision a mis les jeunes dès l'enfance au contact de la vie extérieure. L'évolution des mœurs a transformé les rapports entre parents et enfants comme entre maîtres et élèves. Les progrès de la technique et du niveau de vie ont, pour beaucoup, supprimé le sens de l'effort. Quoi d'étonnant enfin si le besoin de l'homme de croire à quelque chose, d'avoir solidement ancrés en soi quelques principes fondamentaux, se trouve contrarié par la remise en cause constante de tout ce sur quoi l'humanité s'est appuyée pendant des siècles: la famille est souvent dissoute, ou relâchée, la patrie discutée, souvent niée, Dieu est mort pour beaucoup et l'Église elle-même s'interroge sur les voies à suivre et bouleverse traditions.

Dans ces conditions, la jeunesse, non pas tant peut-être la jeunesse ouvrière ou paysanne qui connaît le prix du pain et la rude nécessité de l'effort, mais qui est plus inquiète que d'autres aussi pour son avenir professionnel, la jeunesse universitaire en tout cas, se trouve désemparée. Les meilleurs s'interrogent, cherchent, s'angoissent, réclament un but et des responsabilités. D'autres, et qui ne sont pas toujours les pires, se tournent vers la négation, le refus total et le goût de détruire.

Détruire quoi? Ce qu'ils ont sous la main d'abord, et, pour les étudiants, c'est l'Université. Et puis la société, non pas la société capitaliste comme le croit M. Juquin (qu'il demande donc l'avis des étudiants de Varsovie, de Prague ou même de Moscou), mais la société tout court, la société moderne, matérialiste et sans âme.

Je ne vois de précédent dans notre histoire qu'en cette période désespérée que fut le XV<sup>e</sup> siècle, où s'effondraient les structures du Moyen-Âge et où, déjà, les étudiants se révoltaient en Sorbonne.

À ce stade, ce n'est plus, croyez-moi, le Gouvernement qui est en cause, ni les institutions, ni même la France. C'est notre civilisation elle-même. Tous les adultes et tous les responsables, tous ceux qui prétendent guider les hommes se doivent d'y songer, parents, maîtres, dirigeants professionnels ou syndicaux, écrivains et journalistes, prêtres et laïcs. Il s'agit de recréer un cadre de vie accepté de tous, de concilier ordre et liberté, esprit critique et conviction, civilisation urbaine et personnalité, progrès matériel et sens de l'effort, libre concurrence et justice, individualisme et solidarité.

Je ne cherche pas, Mesdames et Messieurs, à éviter le débat politique. Nous aurons l'occasion d'ici peu d'en parler et d'en parler complètement. Mais, en évoquant rapidement le fond des problèmes qui sont en fin de compte d'ordre philosophique plus encore que politique ou du moins relèvent de la politique au sens le plus élevé du terme, je ne crois pas m'éloigner de la question immédiate, qui est celle de notre jeunesse. Il y a trois jours, au lendemain d'une nuit d'émeute, j'ai délibérément choisi avec l'accord du général de Gaulle, l'apaisement et j'ai fait les gestes nécessaires. Aujourd'hui, je fais appel à la coopération de tous, et d'abord des étudiants, et je ferai les gestes nécessaires. Notre pays veut la paix. Notre peuple veut être heureux. Ce n'est que dans le calme et dans la collaboration de tous qu'il en trouvera la voie. Puisse, cette fois aussi, mon appel être entendu.

Discours de Georges Pompidou, Premier ministre, à l'Assemblée nationale, 14 mai 1968